



– POUR DIFFUSION IMMÉDIATE –

## **Les Canadiens déplorent les coupures de l'ACDI à l'endroit de l'ONG chrétienne KAIROS**

Montréal, 18 janvier 2010 – Les Canadiens continuent d'exprimer leur désapprobation face à l'interruption du financement de KAIROS, une organisation confessionnelle œcuménique œuvrant pour « le respect de la Terre et la justice pour son peuple », par le gouvernement. Après plusieurs mois de retard, il a informé KAIROS de sa décision le 30 novembre dernier, refusant les 7 millions de dollars qui auraient été dépensés par l'organisme au cours des quatre prochaines années. Deux mois plus tard, les journaux continuent de publier des articles et des éditoriaux critiquant le brusque changement dans la relation du gouvernement avec KAIROS, après 35 ans de partenariat.

KAIROS reçoit traditionnellement plus de 40 pour cent de son financement du gouvernement et gère des programmes de promotion du changement social par la sensibilisation, l'éducation et des programmes de recherche dans un certain nombre de domaines, y compris la justice écologique et économique, et les droits de l'homme. Pressée de s'expliquer sur ces coupures, Bev Oda, la ministre de la Coopération internationale, a laissé entendre que le travail de KAIROS ne correspondait pas aux priorités actuelles de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Pourtant, KAIROS et ses programmes ont reçu des évaluations élogieuses par l'ACDI au cours des années. Une explication plus révélatrice pourrait venir des commentaires formulés par Jason Kenney, le ministre de l'Immigration et de la citoyenneté, au cours d'une allocution au Forum mondial de lutte contre l'antisémitisme à Jérusalem, le 16 décembre dernier. Dans son discours, Kenney a décrit la vigilance de son gouvernement face à l'antisémitisme et a déclaré, à titre d'exemple, que le Canada avait « retiré son financement des organisations [...] comme KAIROS pour avoir joué un rôle de tête dans la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions » contre Israël.

« Les déclarations du gouvernement sur KAIROS sont très inquiétantes », a affirmé Thomas Woodley, le président de Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO). « Les Canadiens s'attendent à ce que leur aide financière soit attribuée selon des principes reconnus d'efficacité, et non selon un quelconque agenda partisan du gouvernement », a souligné Woodley. CJPMO se joint à tous ceux qui ont fait remarquer qu'en fait, KAIROS n'a pas été impliqué dans les campagnes Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël, bien que la participation dans de telles campagnes n'aurait pas constitué une raison pour que le financement de KAIROS soit retiré de toute façon. « Le fait que Kenney ait justifié une décision – une décision qui aura une incidence sur des centaines de milliers de bénéficiaires – de façon tout simplement incorrecte au niveau des faits est terrifiant », a poursuivi Woodley. « Les Canadiens doivent exiger de M. Kenney et Mme Oda qu'ils rendent des comptes ».

KAIROS et ses organisations partenaires, incluant plusieurs des plus importantes dénominations traditionnelles chrétiennes, ont vigoureusement protesté contre la décision de l'ACDI de ne plus financer KAIROS. Or, non seulement les organisations et les individus représentés par KAIROS sont en désaccord avec la décision, mais de nombreux experts du développement international ont également plaidé en faveur du travail hautement crédible de l'organisation. Comme le défenseur des droits de l'homme sud-africain, l'archevêque Desmond Tutu, a affirmé: « Le monde a besoin de plus de KAIROS Canada. Ce serait un revers sans précédent pour les pauvres, les vulnérables et les marginalisés si la voix et le travail de KAIROS dans les pays en développement sont suspendus ».

**À propos de CJPMO** – *Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.*

Pour plus d'informations, contactez Grace Batchoun au 514-745-8491 ou [grace.batchoun@cjpme.org](mailto:grace.batchoun@cjpme.org).

Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient - [www.cjpmo.org](http://www.cjpmo.org)

Ce communiqué de presse peut être reproduit, en totalité ou en partie, sans autorisation.